

## Chapitre 35 : Définition et composantes de l'utilité sociale

Les organisations de l'économie sociale ont une production d'utilité. Mais ce qui les caractérise est que cette utilité est à la fois de type économique, donc identifiée par les productions relativement traditionnelles des entreprises du secteur (surplus marchand total), mais aussi de type social, et là cela correspond à une véritable spécificité.

### 1- L'UTILITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIALE D'UNE OESS.

Concernant le concept d'utilité économique, il y a généralement consensus sur sa définition. Comme nous venons de l'indiquer, l'utilité économique d'une OESS sera comprise comme son surplus marchand d'activité total, direct, indirect et induit, que celui-ci soit consommé ou accumulé.

Concernant la définition de l'utilité sociale, il existe, un certain nombre de documents différents, qui chacun, privilégient des aspects particuliers. Nous proposerons de retenir les définitions suivantes.

●-**Pour la DIES** (Délégation Interministérielle à l'Économie Sociale) en France (2003): « est d'utilité sociale toute action qui vise, notamment la satisfaction de besoins qui ne sont pas normalement ou suffisamment pris en compte par le marché, et s'exerce au profit de personnes dont la situation nécessite la compensation d'un désavantage sanitaire social ou économique »

●-**Pour le CNVA** (Conseil national de la vie associative) toujours en France, l'utilité sociale correspond au résultat d'une activité répondant à cinq critères :

- la primauté de l'objet sur l'activité,
- la dimension non lucrative,
- l'apport social de l'association,
- le fonctionnement démocratique,
- l'existence d'un agrément.

●-**Pour le groupement national de la coopération**, une entreprise est d'utilité sociale si sa finalité distincte de l'entreprise traditionnelle, est la valorisation maximale du capital social.

●-On peut considérer également ce que nous nommerions la définition des « **quatre P** ».

-**Produit** :une activité est d'utilité sociale, si elle satisfait un besoin non pris en compte par le marché, ou de façon peu satisfaisante, faute de rentabilité financière.

-**Public** :si, par ailleurs elle a pour usagers des personnes exclues du marché pour cause de faibles revenus ou de handicap physique ou sociaux.

-**Prix** :si ses prix sont différents de ceux pratiqués dans le secteur lucratif.

-**Publicité** :si enfin elle ne pratique que la communication et non la publicité commerciale. Cette forme de circonscription de l'utilité sociale, à permis à l'administration fiscale de distinguer celles des associations qui ont une véritable vocation sociétale et les associations qui sont des sociétés commerciales déguisées.

●-Enfin selon **Gadrey J.** <sup>1</sup>« Est d'utilité sociale l'activité d'une OESS (i.e. d'une organisation d'économie sociale) qui a pour résultat constatable et, en général, pour objectif explicite (...) de contribuer :

- à la réduction des inégalités économiques et sociales, y compris par l'affirmation de nouveaux droits,
- à la solidarité (nationale, internationale ou locale : le lien social de proximité) et à la sociabilité,
- à l'amélioration des conditions collectives du développement humain durable (dont font partie l'éducation, la santé, la culture, l'environnement, et la démocratie). »

Plus loin dans son rapport, il propose une déclinaison de ces niveaux en dix points :

- Egalité et développement de capacités
- Solidarité internationale et développement humain
- Lien social
- Démocratie locale
- Dynamique des territoires
- Développement durable
- Innovation sociale, économique et institutionnelle
- Désintéressement, dons et bénévolat
- Gouvernance interne, alternative et démocratique
- Professionnalisme associatif

L'inconvénient d'une liste, si judicieuse soit-elle, est qu'elle regroupe forcément des points d'inégale importance, qui parfois se recoupent, mais aussi et surtout qu'elle n'est opérationnelle, pour la compréhension du fonctionnement d'un système qu'à la condition qu'on puisse l'organiser à l'intérieur d'un modèle.

Pour nous, les éléments identifiés précédemment, recoupent les spécificités du secteur que nous avons déjà soulignées. Ce qui nous paraît important est surtout de les organiser sur le mode des composantes telles que nous les proposerons ici. De façon à repérer le rôle qu'elles jouent dans le cadre du développement et de la croissance ;

Entre les composantes de l'utilité économique et sociale nous distinguerons les contributions à l'accroissement de la production (c'est-à-dire les flux), et les contributions à l'accumulation productive (c'est-à-dire les stocks). Naturellement les secondes procèdent des premières, mais certaines productions ne sont pas destinées directement à l'accumulation.

## 2-CONTRIBUTIONS A L'ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTION

Nous retiendrons **les types de surplus économiques, sociaux et sociétaux** suivants, attachés à la production du secteur de l'économie sociale. Certaines des catégories de surplus ne sont pas spécifiques à l'économie sociale, c'est le cas de la production de biens et services marchands. Cependant les conditions de la production ainsi que les publics visés le sont, le plus souvent, même si concernant les mutuelles du secteur concurrencées, les différences avec le secteur privé sont parfois apparemment ténues.

### **A-LE SURPLUS ECONOMIQUE DE PRODUCTION DIRECTE .**

Celui-ci résulte de la production en propre des organisations de l'économie sociale. Il s'agit respectivement des effets suivants.

<sup>1</sup> Gadrey J.: (2004) :L'utilité sociale des organisations de l'économie sociale. rapport DIES/MIRE (2004) p120.

• La création de **ressources nettes marchandes de biens et services**, (ex : biens artisanaux de coopératives, services culturels, sportifs d'associations, services de mutuelle d'assurance...),

• Les ressources nettes s'entendent : ensemble des productions de la structure en prix économiques, (biens et services marchands) déduction faite des coûts économiques générés.

Pour une structure i :

$$S \text{ éco direct } i = [(\Sigma \text{Prod}_i + \Sigma \text{EE}_i^+) - (\Sigma \text{Cl}_i + \Sigma \text{S}_i + \Sigma \text{EE}_i^-)]$$

Avec :  $\Sigma \text{Prod}_i$ , les productions de i ;  $\Sigma \text{EE}_i^+$ , les effets externes positifs ;  $\Sigma \text{Cl}_i$ , les consommations intermédiaires de i ;  $\Sigma \text{S}_i$ , les salaires ; et  $\Sigma \text{EE}_i^-$ , les effets externes négatifs. Le tout évalué en prix économiques.

### **B-LE SURPLUS ECONOMIQUE DE PRODUCTION INDIRECTE.**

Ce type de surplus correspond à l'activité économique générée auprès des fournisseurs du secteur de l'économie sociale du fait de sa propre dynamique. Il s'agit d'effets de filière classiques. Pour être tout à fait précis, on pourrait ajouter en certains cas, aux effets amont (effets fournisseurs) des effets aval (effets transport et commerce),

• La création de **ressources nettes marchandes** (consommations intermédiaires générées déduction faite des coûts économiques).

$$S \text{ éco indirect } i = [(\Sigma \text{Cl}_i + \Sigma \text{EE}_{ci}^+) - (\Sigma \text{Cl}_{ci} + \Sigma \text{S}_{ci} + \Sigma \text{EE}_{ci}^-)]$$

Avec  $\Sigma \text{Cl}_i$  ; les consommations intermédiaires de i ;  $\Sigma \text{EE}_{ci}^+$  les effets externes positifs de l'entreprise produisant CI ;  $\Sigma \text{Cl}_{ci}$  les consommations intermédiaires de celle-ci ;  $\Sigma \text{S}_{ci}$  les salaires de celle-ci ainsi que ses effets externes négatifs  $\Sigma \text{EE}_{ci}^-$ .

### **C-LE SURPLUS ECONOMIQUE DE CONSOMMATION.**

Aux surplus de production direct il faut ajouter le surplus de consommation.

$$SC_j = \text{DAP} - \text{Prix (financier)}$$

Ce qui donne pour **l'utilité éco de la structure i** avant effets induits:

$$S \text{ éco direct } i + S \text{ éco indirect } i + SC_i$$

$$[[(\Sigma \text{Prod}_i + \Sigma \text{EE}_i^+) - (\Sigma \text{S}_i + \Sigma \text{EE}_i^-)] + [\Sigma \text{EE}_{ci}^+ - (\Sigma \text{Cl}_{ci} + \Sigma \text{S}_{ci} + \Sigma \text{EE}_{ci}^-)] + \Sigma (\text{DAP}_j - \text{Prix}_i)]$$

### **D-SURPLUS ECONOMIQUE DE SOLIDARITE POUR LES USAGERS.**

Le surplus économique de solidarité s'apprécie comme la différence d'utilité, pour un ou plusieurs acteurs, entre la production d'une organisation d'économie sociale et celle de l'administration ou d'une entreprise privée à but lucratif, dont le service est substituable.

Il permet de mesurer l'utilité supplémentaire perçue par les bénéficiaires d'une prestation d'une OESS, dans un des quatre cas suivants :

- prestation ayant un prix inférieur pour une qualité identique;
- prestation ayant un prix inférieur pour une qualité supérieure;

- prestation ayant un prix identique pour une qualité supérieure;
- prestation ayant un prix supérieur pour une qualité plus que proportionnellement supérieure.

Comme nous le verrons ultérieurement, ce surplus se mesure par une différence de prix entre un bien ou service proposé par le secteur de l'économie sociale, et son substitut sur le marché.

### **E-LE SURPLUS ECONOMIQUE INDUIT PRIVÉ (DE PRODUCTIVITE).**

Il s'agit de la contribution induite de l'activité des OESS à la productivité du secteur privé. L'activité des OESS peut contribuer, parfois très directement, à l'amélioration de la productivité des entreprises privées du secteur marchand.

- Par la proposition d'aides directes et indirectes, **accompagnement d'entreprises naissantes, crédit solidaire, formation** etc...
- Les salariés du secteur privé affiliés à des associations sont considérés comme en général **plus productifs** que ceux qui ne le sont pas<sup>2</sup>, ce qui bénéficie aux entreprises privées qui les emploient.
- Les entrepreneurs du secteur marchand ayant eu une expérience préalable dans le secteur des **OESS réussissent mieux** ensuite dans le secteur privé, de telle sorte que l'on peut considérer qu'indirectement le secteur de l'économie sociale contribue à leur succès.

### **F-SURPLUS ECONOMIQUE DE COUTS PRIVÉS ÉVITÉS**

- Certaines activités du secteur associatif, comme par exemple la protection de la nature par les OESS, peut entraîner **l'évitement de surcoût** pour les entreprises marchandes utilisant les actifs naturels du fait de la disposition de ces actifs, et du maintien de leur qualité.
- L'encadrement **social, produit de la confiance, favorise l'aménité et donc réduit les risques** liés à la délinquance, et par là même les coûts de vandalisme supportés par le secteur productif privé, en certaines circonstances.

### **G-SURPLUS ECONOMIQUE DE COUTS PUBLICS ÉVITÉS**

La réduction des dépenses publiques du fait de l'action des OESS, permet de dégager des moyens pour d'autres actions et donc contribue à l'accroissement de la production publique.

- **Les coûts publics évités 1**. Ils représentent le coût collectif des **effets de situations sociales dégradées qui ont été évitées, du fait de l'action des OESS**. De tels coûts ont fatalement des conséquences sur les budgets publics (coût de répression, coût de réparation...)
- **Les coûts publics évités 2 (surplus d'organisation)**. Il s'agit d'économies réalisées sur les dépenses publiques du fait que, pour une action donnée, le recours au secteur associatif par exemple se révèle moins coûteux qu'une action publique. Ces coûts publics évités mesurent l'écart entre les coûts de prise en charge par la collectivité d'un certain nombre d'activités, et la valeur des subventions accordées pour ces tâches (coût de production des services moins le coût des subventions octroyées.).

---

<sup>2</sup> PUTNAM (1993).

• **Les coûts publics évités 3 (surplus de flexibilité-réversibilité)**. Les OESS ont la capacité d'apparaître lorsqu'il s'agit de répondre à un besoin social, (création d'une structure) puis de disparaître une fois leur tâche accomplie (suppression de la structure). Cette capacité est source d'économies de dépenses publiques, dans la mesure où en l'absence d'OESS, la création de structures publiques présente une moindre flexibilité à la création et surtout à la disparition, créant ainsi des coûts récurrents encore présents une fois le besoin satisfait.

• **Les coûts publics évités 4**. Les OESS participent également à la réduction des dépenses publiques, en **général ou en contribuant à l'émergence d'informations sociales** relatives aux besoins ou aux risques sociaux, qui une fois mobilisées permettent aux acteurs publics d'en prendre conscience et d'y répondre (dans ce cas la diminution des dépenses porte sur les coûts de collecte de l'information et les coûts d'enquêtes...)

• **Les coûts publics évités 5**. Certaines OESS fonctionnent comme des laboratoires d'innovation sociale et **d'expérimentation de politiques sociales**. Elles constituent dans ce cadre des médiateurs des politiques économiques et sociales favorisant leur mise en œuvre, leur suivi et leur évaluation (ex ; politique sociale dans les quartiers urbains « difficiles »).

• **Les coûts publics évités 6**. L'action des OESS si elle constitue le plus souvent un substitut aux politiques publiques, peut également en être **un complément**, et en améliorer les résultats. C'est le cas des activités d'alimentation des enfants et de soutien scolaire dans les politiques d'éducation, ou des dispensaires associatifs dans les politiques de santé.

#### **H-SURPLUS SOCIAL INTERNE.**

• En interne, c'est-à-dire entre les adhérents et dans le cadre du fonctionnement même des organisations de l'économie sociale, il y a **une production de démocratie** (le principe de décision : une personne=une voix, l'atteste.)

• Il y a aussi, toujours en interne, une **production de coopération et de solidarité** (l'attachement au principe de non lucrativité, en est un exemple). La production de solidarité interne est aussi, naturellement la conséquence du partage par les adhérents des valeurs attachées aux objectifs poursuivis par l'activité.

#### **I-SURPLUS SOCIAL EXTERNE.**

• La création de **ressources nettes non marchandes** (ex : entretien ou protection de la nature, prestation de soins, éducation, distribution de nourriture...) Ces productions non marchandes peuvent avoir une valeur économique lorsqu'on utilise des méthodes de valorisation permettant de les monétariser.

Ces surplus concernent les acteurs directs de l'économie sociale qui sont les adhérents, et les bénéficiaires, mais aussi d'autres acteurs, sinon tous les autres acteurs, du fait des effets externes sociaux que les OESS produisent.

#### **J-SURPLUS DE COÛTS SOCIAUX ÉVITÉS**

• En externe, du point de vue des bénéficiaires, on observe aussi, ce que l'on pourrait nommer, une certaine **production d'aménité**, ainsi que tout un ensemble de productions de capacités<sup>3</sup> (dans le cas des services d'insertion notamment), et de liens à l'origine de la confiance, de la cohésion, qui vont constituer les constituants du capital social et dont l'absence est source de coûts sociaux importants (dégradation de climat social)..

<sup>3</sup> Concept attribué à A.K.SEN qui se réfère à la capacité d'accès, voir infra.

## **K-SURPLUS SOCIÉTAL EXTERNE**

● En externe encore, mais au delà des bénéficiaires identifiés, il y a tout un ensemble d'effets sociétaux qui pénètrent le tissu social (l'effet de halo de LIEPIETZ<sup>4</sup>). Cette production de liens sociaux résulte d'une organisation de rapports sociaux caractérisée par **une production jointe de valeurs de citoyenneté** telles que la solidarité, la responsabilité sociale, la démocratie etc (valeur de concernement sociétal).

## **3-LES CONTRIBUTIONS A L'ACCUMULATION DURABLE.**

Les OESS jouent un rôle fondamental dans la **constitution du capital productif** nécessaire à la croissance et au développement durable, notamment, régional. En fait tout processus de croissance et de développement durable est un système de production à capitaux multiples. En effet ce sont différentes formes de **capitaux physique, naturel, humain, social et institutionnel** qui sont articulées et qui permettent à moyen terme le processus de développement. Cette accumulation résulte du fait que certaines des productions de l'ESS ne disparaissent pas sous forme d'une consommation de biens ou de services mais sont accumulées<sup>5</sup>. Ces formes de capital obéissent bien aux phases d'accumulation, de production et de dépréciation.

Les interactions de l'ensemble des cinq catégories de stocks d'actifs mentionnées constituent le système dans lequel s'inscrit le processus quantitatif et qualitatif de la croissance et du développement. Certaines de ces relations ont été largement étudiées notamment celles entre le capital humain et le capital technique<sup>6</sup>, d'autres restent actuellement encore beaucoup plus obscures.

Nous ne disposons pas pour le moment d'un modèle satisfaisant permettant de comprendre comment cette articulation est organisée, ni même d'analyses et de mesures permettant d'établir quelles doivent être, selon les situations, les parts relatives de l'accumulation de chacune de ces formes de capital. Ce que nous savons, par contre, c'est qu'elles contribuent au processus, et que les OESS participent de façon significative à sa mise en œuvre.

### **A-CONTRIBUTION A L'ACCUMULATION DE CAPITAL TECHNIQUE.**

Le capital technique ou physique, recouvre toutes les capacités productives constituant les structures et infrastructures dans lesquelles s'organise le travail. Les OESS contribuent à l'accumulation de capital technique de très nombreuses façons.

● Constitution d'un **capital technique propre** (ex : bâtiments et outils de production des coopératives, SCOP, SCIC, structures du tourisme social, maisons de retraite etc...).

● **Maintien de structures** et/ou accumulation dans des entreprises du secteur privé qui disparaîtraient en l'absence d'OESS (c'est le cas du commerce éthique, mais aussi celui des entreprises fournissant des consommations intermédiaires par exemple, ...)

● **Aménagement du territoire** et maintien-développement de structures collectives. L'économie sociale par ses actions en milieu rural, et dans les quartiers urbains défavorisés, mais aussi par le rôle déterminant qu'elle occupe dans le fonctionnement des structures sportives et culturelles contribue à la vie locale ainsi qu'à la préservation et au développement du patrimoine technique et historique collectif.

### **B-CONTRIBUTION A L'ACCUMULATION DE CAPITAL HUMAIN.**

<sup>4</sup> LIEPIETZ

<sup>5</sup> GARRABÉ (2003b)

<sup>6</sup> BECKER G. (1993), BARRO R. (2001),

Le capital humain est constitué d'un ensemble de ressources accumulées et structurées, comprenant la santé, le savoir et les compétences. Cependant la mobilisation de cette forme de capital nécessite le développement de capacités d'accès, nommées capabilités.

● **Production de Capabilités**. Les capabilités<sup>7</sup> de base correspondent au fait qu'une personne puisse accomplir certains actes fondamentaux, se déplacer, assurer la satisfaction de ses besoins nutritionnels, participer à la vie sociale de la communauté<sup>8</sup>. De ce point de vue les capabilités constituent un stock de capacités d'accès. Les capabilités correspondraient à des opérateurs de transformation de biens et services en utilités individuelles. Elles sont notamment une production « sur mesure » destinée à une population économiquement et socialement fragile. L'économie sociale est une productrice essentielle de capabilités. Elles sont d'évidence, la production commune de toutes les structures d'insertion.

● **La production de qualifications physiques**. Il s'agit ici de la production-préservation de la santé des personnes. La contribution de l'économie sociale dans ce domaine est l'objet de l'action de tout un sous-secteur sanitaire et social : celui-ci concerne plus particulièrement l'urgence et la veille sanitaire, l'accompagnement des acteurs sous addiction, la gestion des maisons de retraite associatives, les mutuelles de santé..., en complément des secteurs privé et public, qui occupent les créneaux du marchand-rentable pour le premier et des soins lourds pour le second.

● **La production de qualifications cognitives**. Celle-ci concerne à la fois la formation interne des salariés et membres des OESS (elles-mêmes) et externe (bénéficiaires) où l'accès au savoir scientifique, technique ou culturel) est le fait de très nombreuses structures du secteur (ce que l'on nomme l'éducation populaire). On peut rattacher à ce niveau de qualification cognitive, les actions de production et de préservation culturelle (langues régionales, mémoires locales etc...).

● **Enfin la production de qualifications intellectuelles et sociales non cognitives**, telles que les aptitudes diverses personnelles comme l'aptitude relationnelle et l'innovation intellectuelle, celles-ci font aussi l'objet de l'action de nombreuses OESS.

### **C-CONTRIBUTION A LA PRODUCTION DE CAPITAL NATUREL.**

Dans ce domaine l'activité de certaines structures de l'économie sociale, s'exerce au triple niveau de la **prévention**, de la **protection** et de la **restauration** des actifs patrimoniaux naturels.

● Ces aspects de l'action de structures du secteur ont des conséquences sur la situation productive de certaines activités comme **l'agriculture ou le tourisme**, mais aussi des conséquences sur **l'utilité présente et future** des usagers du patrimoine naturel.

● A ce titre d'ailleurs le terme d'usager n'est que partiellement adapté tant il est vrai que la profusion de valeurs du capital naturel ne concerne que pour partie les usagers (cas des valeurs dites de non usage, comme les valeurs d'existence et d'héritage). Un travail de repérage des éléments constitutifs de l'actif forestier est, à titre d'exemple, de ce point de vue significatif<sup>9</sup>. En effet on peut distinguer douze composantes différentes, représentant des valeurs de nature différentes.

<sup>7</sup> SEN A.K (1993): Ethique et économie Paris PUF

<sup>8</sup> idem (p 210)

<sup>9</sup> GARRABÉ M (2002) : Evaluation des fonctions non marchandes in Usages et fonctions multiples de la forêt méditerranéenne Chap 8 CEMAGREF

●Le capital naturel est pourvoyeur de **valeurs d'usage présentes et futures**, appropriables ou collectives, mais aussi de **valeurs d'existence ou d'héritage**<sup>10</sup>. La prévention de son gaspillage, la protection de son renouvellement, voire sa restauration participent de sa durabilité, et donc de la durabilité du développement économique et social.

#### **D-CONTRIBUTION A LA PRODUCTION DE CAPITAL SOCIAL.**

●Le capital social est constitué d'un **stock de liens sociaux volontaires**<sup>11</sup> sorte de potentiel relationnel productif. Il représente la **densité et l'intensité** de l'ensemble des liens dont les individus et les groupes, disposent comme ressource, et dont ils peuvent user pour des raisons personnelles, de solidarité ou autres. Le capital social se réfère aux connexions entre les réseaux individuels et collectifs, aux normes de réciprocité et à la confiance qui les caractérisent<sup>12</sup>. L'économie sociale est le lieu privilégié de la construction du lien social.

●Cependant il ne faut pas réduire le capital social à l'existence de simples réseaux, il est aussi porteur de normes, **de valeurs** et de **convictions** communes<sup>13</sup>.

●Les OESS jouent un rôle particulier et déterminant dans la production du capital social. En effet l'activité associative en particulier, inculque à ses membres des habitudes de coopération, de solidarité, et de civisme<sup>14</sup>. La disposition d'un stock de liens personnels, à comme conséquence **la confiance** en soi et dans les autres<sup>15</sup>, elle constitue un facteur de **cohésion sociale**, au moins dans le cas général, susceptible de générer des comportements **altruistes**.

R.PUTNAM (2000) a montré que le capital social informel, influe sur l'efficacité des organisations chargées de l'insertion et de la cohésion sociale. Les associations civiques bénévoles, qu'il appelle les « **écoles de la démocratie** », sont déterminantes dans le développement des compétences sociales et civiques.

Les OESS et plus particulièrement les associations sont, pour beaucoup, des organisations qui ont plusieurs fonctions importantes dans la production de **capital social** et donc concourent à la production de richesses, de façon directe, mais aussi indirecte.

Au niveau micro, le capital social et **la confiance** qu'il génère, **réduisent les coûts de transaction**, facilitent l'exécution des contrats et permettent l'accès au crédit dans de meilleures conditions. Au niveau macro, **la cohésion sociale** facilite le fonctionnement démocratique et **améliore la qualité et l'efficacité des politiques**<sup>16</sup>.

Le capital social pourrait avoir sur le **bonheur** un effet supérieur à celui de l'instruction et du **revenu** au moins pour les tranches de revenu moyennes et supérieures (BLANCHFLOWER et OSWALD (2000)).

#### **E-CONTRIBUTION A LA PRODUCTION DE CAPITAL INSTITUTIONNEL.**

<sup>10</sup> La valeur d'existence d'un actif représente la disposition à payer pour protéger par exemple un actif naturel sans objectif d'usage

<sup>11</sup> Cette caractéristique est importante.

<sup>12</sup> PUTNAM R. : (2000) (p 19).

<sup>13</sup> OCDE (2001) : (p47)

<sup>14</sup> KNACK 2001: (p219).

<sup>15</sup> Même si pour OLSON M. : (1982) les autres représentent seulement le groupe.

<sup>16</sup> EASTERLY et LEVINE: (1997).



●Pour HELLIWELL<sup>17</sup>, ce que nous nommons ***le capital institutionnel, se compose des institutions publiques et privées, économiques et politiques***, au nombre desquelles figurent notamment les appareils politiques et juridiques. Nous reviendrons sur la distinction nécessaire entre les organisations et les institutions.

Dans la mise en place de ce capital institutionnel, on distingue naturellement le rôle respectif des organisations publiques, privées et sociales, mais toutes par cette production concourent à l'amélioration des transactions entre acteurs.

Le développement des structures institutionnelles constitue une contribution importante des OESS.

●Elles ***favorisent ou participent à la création de normes formelles***, comme les lois et règlement nationaux ou internationaux par leur activité de mobilisation et les pressions qu'elles exercent sur les décideurs et les administrations.

●Mais ***elles ont également un rôle important dans la création de règles et normes informelles***, en participant à l'émergence de valeurs humanitaires (droits de l'homme) et en les incarnant dans leurs actions. Au delà elles contribuent à la production de labels spécifiques permettant le maintien ou le renforcement d'activités sur des territoires en difficulté (commerce éthique) etc ...

●De plus ces organisations ***produisent aussi des règles internes organisant les relations entre des structures en regroupements locaux, régionaux, en fédérations*** etc...Ces systèmes constituent des avantages importants pour la diffusion de l'information, la représentativité et donc l'action des organisations de base. La constitution de ce capital institutionnel permet des économies de coûts de fonctionnement, et accroît l'efficacité des actions.

## **-CONCLUSION.**

Les effets de production et d'accumulation des OESS sont considérables. Ils sont d'ailleurs d'autant plus importants souvent que l'espace économique local est fragile, du fait de l'action de résilience économique et sociale de ces organisations.

Cependant il ne faudrait pas croire que toutes les composantes de l'utilité économique et sociale, identifiées au cours des paragraphes précédents, constituent des apports originaux dans la sphère de la production et de l'accumulation. Les productions marchandes directes et indirectes ainsi que l'emploi sont également le fait du secteur privé et public.

Par contre les productions sociales et sociétales ainsi que les coûts publics et sociaux évités constituent des productions spécifiques de même que les contributions à la production de capacités d'insertion ou à celles du capital social.

---

<sup>17</sup> 2001 intro (p XIV),